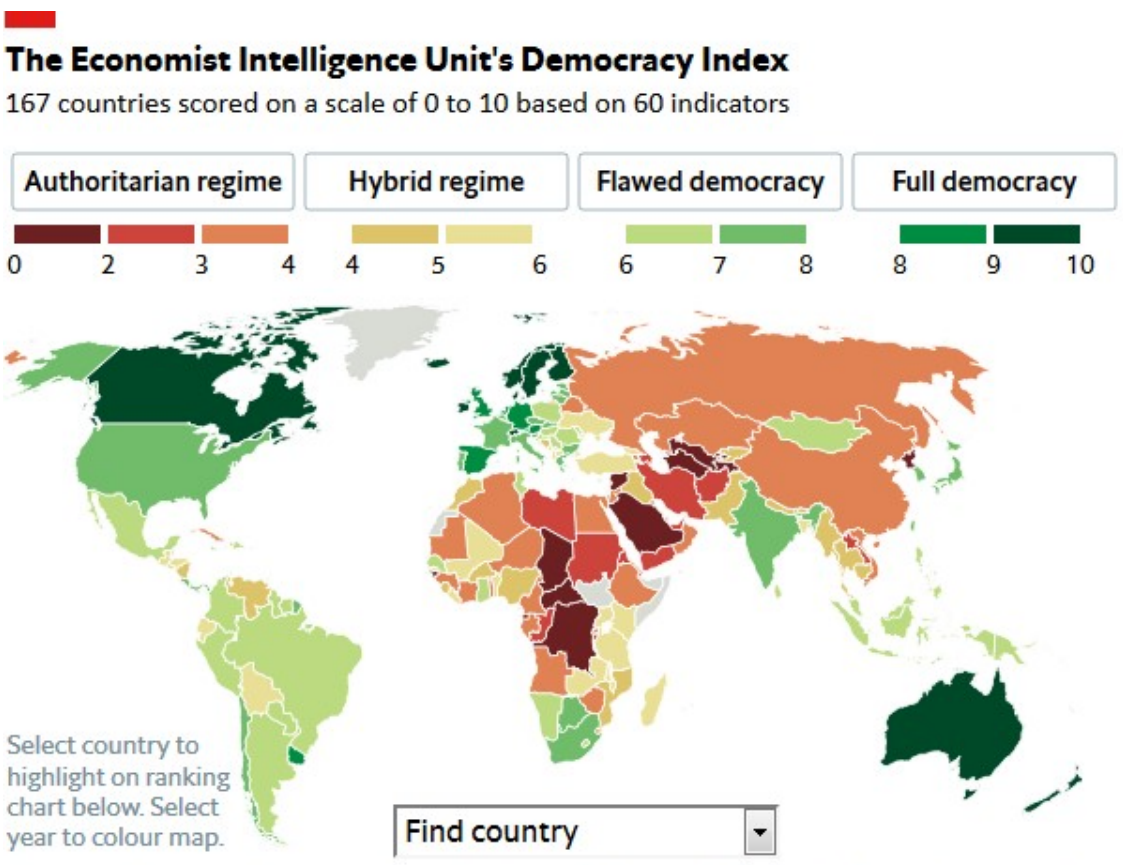
Démocratie et climat, irréconciliables ?

blogs.alternatives-economiques.fr/vidalenc/2018/08/27/democratie-et-climat-irreconciliables

Eric Vidalenc, *blog Alternatives économiques*, 27 août 2018

En 2018, alors que les décalages grandissent entre les engagements pris par les différents pays lors de l'Accord de Paris en 2015 et les émissions de gaz à effet de serre, certains spécialistes du climat se laissent aller à quelques suggestions hasardeuses. Un nouveau bouc émissaire dans l'échec de la lutte contre le réchauffement climatique se dessinerait : la démocratie.

Ainsi, après Jean-Marc Jancovici qui en février 2018 lors d'un débat organisé parEquilibre des Energies déclarait « la lutte contre le changement climatique se heurte à la démocratie, système dans lequel on met la décision populaire au sommet des valeurs même quand la technique recommande l'inverse. » au mois d'aout 2018, c'est François-Marie Bréon qui dans une interview à Libération déclarait : « la lutte pour le climat est contraire aux libertés individuelles et donc sans doute avec la démocratie ». Libération avait édulcoré le titre en tronquant celui-ci. On passe donc allègrement sur les « nuances » ou définition des régimes démocratiques puisqu'il faut parer au plus vite.



De quelle démocratie parle-t-on ? (source : Economist Intelligence Unit's Democracy Index)

La technologie ne recommande rien

Ces analyses reposent sur un postulat de départ que Jean-Marc Jancovici résume dans sa formulation. La technique serait indépendante, neutre. Voire, elle serait « au-dessus » de la société, elle pourrait donc « recommander » des choses. La réification ou le transfert du sacré à la technologie bat son plein, comme disait Jacques Ellul.

Or, ils sont nombreux, comme André Gorz par exemple, à décrire pourquoi il n'y a pas de déterminisme technologique et que la technique n'est pas « au-dessus » mais « dans » la société. La technologie est ce que nous en faisons, comme l'expliquait Madeleine Akrich, chercheuse à l'école des Mines, dans son article *La construction d'un système socio-technique* en… 1989. La technologie n'est pas sur une étagère, à nous attendre. Elle est le fruit de choix, de jeux d'acteurs, d'histoires, bref, d'un système sociotechnique. Le lien entre science et technologie est beaucoup plus complexe qu'une simple transposition de connaissance dans le réel via un dispositif opérationnel.

Des régimes autoritaires mieux lotis ?

Ensuite, cette invitation à abandonner la démocratie supposerait que d'autres régimes politiques ont fait leur preuve ailleurs ou ici par le passé. Notamment pour des auteurs qui disqualifient souvent les systèmes énergétiques massivement renouvelables, car n'ayant pas fait leur preuve par le passé à une échelle industrielle... Paradoxal.

Or ce n'est surement pas en s'appuyant sur le passé que l'on pourra tirer quelques enseignements sur une possible corrélation, voire lien de cause à effets, entre démocratie et efficacité de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Outre la définition difficile d'une frontière entre un régime démocratique et un qui n'en est pas, la course au productivisme se satisfait de régime politiques très hétérogènes, plus ou moins autoritaires ou démocratiques. L'URSS par le passé, la Russie, la Chine, le Qatar, la Turquie, le Venezuela, l'Algérie, le Congo, l'Iran, la Corée du Nord …(liste non exhaustive évidemment) présentent-ils un bilan gaz à effet de serre /habitant soutenable ? Sont-ils engagés dans une décroissance forte des émissions de gaz à effet de serre ?

En somme, quelle analyse permet de dire qu'un régime politique s'écartant des principes de la démocratique permet de dire qu'il faudrait adopter un régime différent ou en tout cas le contrebalançant par d'autres principes (par exemple la théocratie, la technocratie…) pour lutter efficacement contre le changement climatique ?

Les fameuses libertés individuelles

Quant aux les libertés individuelles évoquées dans les interviews en question, elles sont de fait toujours limitées. Autrement, cela s'appelle la loi de la jungle.

Sauf, que ces libertés sont aujourd'hui limitées sur des sujets qui ne sont que rarement directement liés à la question climatique. Mais devoir disposer d'un permis de construire et d'un terrain constructible pour faire établir ma maison, est contraire à ma liberté individuelle. Le fait d'attendre 18 ans et d'avoir un permis de conduire pour prendre une voiture est contraire à ma liberté individuelle. Le fait de limiter ma vitesse sur autoroute à

130km/h, et à 80km/h sur nationale et départementale est contraire à ma liberté individuelle. Le fait de m'interdire de fumer sur mon lieu de travail est contraire à ma liberté individuelle (liste non exhaustive évidemment).

Mathilde Szuba, chercheuse à Science-Po Lille, le rappelait lors d'une débat PPE récent, on a tendance à oublier ou occulter les normes qui sont en place lorsqu'elles sont entrées dans les mœurs : « On a plein de contraintes admises dans notre vie : on ne peut pas construire ce qu'on veut dans son jardin, on accepte d'aller à l'école, de payer des impôts. Mais on n'aurait pas à être responsable de nos impacts sur le climat ? » Et les exemples précédents l'illustrent : qui aujourd'hui oserait réclamer le droit de fumer à son bureau ? Or il y a une génération, 27 ans exactement et avant la loi Evin, il était normal de fumer dans son bureau.

Enfin ce que les analyses et les ouvrages tels qu'Effondrement de Jared Diamond illustrent c'est qu'un effondrement n'est justement jamais le résultat d'une seule défaillance. Ce n'est pas parce qu'une technologie défaille que la société s'effondre, les rapports avec les voisins, les inégalités, les régimes politiques, etc sont autant de paramètres qui vont permettre à la société de faire face au choc ou non. Penser qu'une petite technocratie éclairée serait susceptible de prendre les décisions adéquates et optimisées pour l'ensemble de la population est donc une bien étrange proposition que ce soit pour améliorer la soutenabilité ou la résilience de nos sociétés. Notamment pour ceux qui en appellent souvent au pragmatisme et réalisme.